

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**
Faculté de droit
Université de Moncton, campus de Moncton

<p>RAPPORT ANNUEL au 30 avril 2024</p> <p>PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE</p>
--

Téléphone : 506-858-4145 Courriel : cttj@umoncton.ca Site Web : www.cttj.ca

1. BILAN

a) *Objectifs fixés pour 2023-2024 et résultats obtenus*

(i) Projets de refonte technologique

- Nous avons continué à travailler sur les projets de développement technologiques entrepris auparavant, ce qui a généré du travail considérable au cours de l'année.
- La refonte du site Web du CTTJ est maintenant achevée et le nouveau site Web fut lancé en janvier 2024. Son nouveau Pôle de référence jurilinguistique abrite désormais les collections *La common law en poche* et *Les grands arrêts de la common law*, grâce aux autorisations et aux cessions de droit d'auteur que la directrice a obtenues de la maison d'édition et des divers auteur.es.
- Ces outils sont régulièrement recommandés à notre corps étudiant et leur accès en sont désormais facilités, la bibliothèque Michel Bastarache ayant depuis répertorié les liens pertinents aux ouvrages directement dans leurs outils de recherche.
- Le Pôle de référence jurilinguistique rassemble tous les outils en une place, en facilite la consultation, la promotion et le rayonnement à travers les cercles jurilinguistiques.
- La nouvelle version de JURITERM est actuellement en phase de testage par les utilisateurs et devrait être lancée sous peu.
- Le Centre continue par ailleurs à travailler à solutionner des options pour la publication éventuelle d'une version électronique du seul dictionnaire français de la common law (*La common law de A à Z*), ayant obtenu les autorisations nécessaires pour ce faire. Ce projet nécessite l'apport de techniciens et exigera l'obtention de financement adéquat.

(ii) Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.

- Dans le cadre du Réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, de McGill et de Saint-Boniface, nous avons terminé les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law qui étaient en cours dans le domaine de la violence familiale et commencé un nouveau domaine, soit celui du droit des peuples autochtones.
- Nous avons aussi poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, consultable sur le site Web du CTTJ.

Nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM PLUS® du gouvernement fédéral, grandement utilisée.

(iii) Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.

- Le Centre a poursuivi la diffusion du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les outils d'aide à la rédaction sur le site de TERMIUM PLUS®. Selon les statistiques récentes du Bureau de la traduction du Canada, le *Juridictionnaire* figure encore et toujours parmi les outils les plus consultés de tous les outils linguistiques disponibles sur leur site Web, notre version sur le site TERMIUM PLUS® ayant fait l'objet de 450 271 vues (du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024).
- Le Centre a continué à alimenter son site Web, sur lequel il diffuse entre autres des *Actualités jurilinguistiques*, une *Veille documentaire* et les dossiers d'analyse rédigés dans le cadre des travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law.

(iv) Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.

- Le Centre a fourni des services d'aide à la rédaction juridique et donné des séances d'information sur les outils disponibles à cette fin.

(v) Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.

- Le Centre a continué d'être le principal traducteur, pour le compte du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des **décisions de justice** publiées dans les deux langues officielles. Parmi ses autres travaux à contrat, il a aussi traduit des **lois, règlements et règles**, notamment pour le compte de gouvernements provinciaux et de divers ordres professionnels, ainsi que des **arrêtés municipaux**, et fourni des **services d'expert** en jurilinguistique, notamment au ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada concernant les accords avec des peuples autochtones.
- Par ailleurs, notre projet intitulé « Traduction de décisions judiciaires unilingues d'importance dans l'autre langue officielle », financé par le ministère fédéral de la Justice par l'entremise du Fonds d'appui à l'accès dans les deux langues officielles, s'est poursuivi. Le but ultime de cet important projet est d'accroître le nombre de décisions judiciaires d'importance accessibles dans les deux langues officielles dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens. Ce projet, qui nous a permis de traduire cette année trente-quatre décisions représentant plus d'un quart d'un million de mots, n'aurait pu être rendu possible sans la participation de membres de la profession juridique de partout au pays qui ont pris le temps et consacré les efforts nécessaires (et qui continuent à le faire) afin d'alimenter notre liste de décisions nécessitant traduction, principalement, mais non exclusivement, dans les domaines du **droit pénal** et du **droit de la famille**. Sans l'ombre d'un doute, ce projet ambitieux constitue une occasion inespérée d'obtenir des ressources nécessaires capables d'appuyer la pratique du droit dans les deux langues officielles.

(vi) **Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation d'objectifs communs.**

- Le Centre a collaboré avec divers partenaires à la réalisation de divers objectifs communs, notamment en matière de formation dans le domaine de la justice, de la normalisation du vocabulaire français de la common law et de la production et de la diffusion d'outils jurilinguistiques.
- La directrice du Centre, Karine McLaren, a participé aux réunions du **Réseau national de formation en justice (RNFJ)**, ainsi qu'à celles du comité de gestion de l'**Observatoire international des droits linguistiques**, tout en étant membre du **Comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles** du ministère fédéral de la Justice.
- La directrice a également participé, en juin 2023, à la **17^e édition** de l'**Institut annuel de jurilinguistique**, où elle y a présidé un panel.

b) *Mandat du Centre*

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français. Il offre des services de traduction, de révision, de consultation et de terminologie à une clientèle variée des secteurs public et privé, le tout étant rendu possible grâce à ses activités de recherche jurilinguistique et à sa production lexicographique. Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques.

c) *Ressources humaines et infrastructure*

Karine McLaren, jurilinguiste et professeure au sein de la Faculté de droit, est directrice du Centre. Nous avons embauché **Aïda Trifi** à titre de responsable des services administratifs, afin de remplacer Cécile qui a pris sa retraite le 30 avril 2022, mais qui a continué à nous fournir des services à contrat. Le travail de secrétariat est assuré par **Debbie Maillet**. **Nadine Langis**, trad.a., est réviseure et juriste-conseil. **Micheline Boudreau** est terminologue. **Sabrina Carrier**, trad.a., est traductrice et chargée de projets et **Emilie Cyr**, trad.a., est traductrice et chargée de recherche. De même, à contrat, **Gérard Snow**, C.M., trad. a., continué d'occuper les fonctions de juriste-conseil et collabore aux travaux de révision et de traduction et **Sylvie Falardeau**, terminologue, accomplit des travaux terminologiques.

Il est aussi à noter que le CTTJ travaille avec un large réseau de jurilinguistes qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes. Le Centre contribue constamment à la formation de ses pigistes et à la relève dans un secteur spécialisé où la relève est essentielle.

Le Centre est conseillé par un **comité d'orientation** présidé par le doyen de la Faculté de droit, **Érik Labelle Eastaugh**.

d) *Activités de recherche et de développement*

(i) **Programmes et projets principaux de recherche et de développement**

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, et en actualisant ses autres produits et en assurant la diffusion continue, le tout ayant été élaboré dans la première partie de ce texte sous « Objectifs fixés en 2023-2024 ».

(ii) **Diffusion de la recherche**

Les produits suivants peuvent être consultés sur le site du CTTJ (www.cttj.ca) :

- (1) **JURITERM** (banque terminologique bilingue de la common law), qui compte environ 19 000 entrées consultables gratuitement sur ordinateur personnel ou appareil mobile.
- (2) Le *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique) qui est disponible en outre sur **TERMIUM PLUS**[®].
- (3) Le *Répertoire des appellations en usage dans les régimes de common law* (anglais-français).
- (4) Les *Actualités jurilinguistiques*.
- (5) La *Liste d'outils linguistiques pour la traduction juridique au Canada*.
- (6) La *Liste des monographies et articles sur la jurilinguistique française*.
- (7) Les dossiers terminologiques servant aux travaux de normalisation.
- (8) Les décisions judiciaires traduites dans le cadre du Projet pancanadien intitulé « Traduction de décisions judiciaires unilingues d'importance dans l'autre langue officielle ».

e) *Autres activités*

En plus d'effectuer des travaux de recherche, le CTTJ fournit à contrat des services de traduction, d'adaptation et de consultation comme ceux mentionnés plus haut.

f) *Financement*

Les travaux **de recherche et de publication** sont subventionnés, pour la plupart, par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, tandis que les services **de traduction et d'expertise** sont généralement fournis à contrat. Les recettes du CTTJ au dernier exercice ont été de 357 500 \$ en subventions et de 802 219 \$ en contrats, pour un total de 1 159 719 \$.

2. OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2024-2025

Le CTTJ prévoit poursuivre dans la voie actuelle, contribuant toujours à la promotion de l'égalité linguistique et à l'aménagement du français en matière de services juridiques. Le Centre est extrêmement bien positionné et reconnu dans ses domaines d'expertise et est très actif et productif

parmi les centres de jurilinguistique canadiens. Il est en outre le seul à produire des outils scientifiques et se démarque par la fiabilité de ses outils et la qualité reconnue de ses travaux.

Dans cet esprit, les principales activités à réaliser au cours de la prochaine année sont les suivantes :

- Solutionner des options pour la publication éventuelle d'une version électronique du seul dictionnaire français de la common law (*La common law de A à Z*);
- coordonner les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law et collaborer à la réalisation de ces travaux;
- élaborer, enrichir et diffuser la banque de terminologie JURITERM qui contribue de manière importante à la diffusion du vocabulaire français de la common law;
- élaborer, enrichir et diffuser les outils jurilinguistiques dans le domaine de la common law en français que sont le dictionnaire *La common law de A à Z* et le *Juridictionnaire*;
- fournir des services de consultation jurilinguistique qui permettent aux formateurs et aux membres de la communauté juridique de bénéficier de l'expertise du CTTJ;
- collaborer à l'alimentation du portail *Jurisource.ca*;
- continuer la veille documentaire en matière de jurilinguistique et d'outils pour la traduction juridique;
- diffuser les *Actualités jurilinguistiques* en ligne;
- collaborer et participer à la 18^e édition de l'*Institut d'été de jurilinguistique*; et
- participer et contribuer aux activités du *Réseau national de formation en justice*.

3. REMERCIEMENTS

Nous remercions l'**Université** et la **Faculté de droit** ainsi que **Justice Canada** de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

La directrice du CTTJ,

Karine McLaren